



Promouvoir l'intégrité pour une gouvernance de l'eau efficace

La participation, la transparence et la responsabilité sont des principes de base indispensables pour garantir que les décisions et les politiques de l'eau correspondent aux besoins des citoyens. Lorsque ces principes sont ignorés, l'intégrité du secteur est fragilisée et la corruption trouve un terrain fertile pour se développer.

Dans le cas de l'eau, la corruption joue un rôle catalyseur dans la crise actuelle du secteur. La surexploitation et la contamination de l'eau, qui sont alimentées par la corruption, ont entraîné la raréfaction des approvisionnements en eau, l'explosion de la demande et de la concurrence pour l'accès à cette ressource vitale. Avec moins d'eau disponible, les risques de corruption se sont accrus dans l'ensemble du secteur.

L'amélioration de la gouvernance de l'eau est essentielle pour lutter contre ces pressions, mais ce domaine est souvent négligé et sous-financé. Le secteur de l'eau tend à défier toute forme de classement institutionnel ou juridique, ce qui entraîne dans de nombreux pays des lacunes en matière de réglementations et une dispersion des responsabilités entre différents pays et agences. En l'absence de mécanismes de surveillance efficaces, l'intégrité est compromise, l'accès aux ressources en eau est rendu difficile et la santé des individus ainsi que leurs moyens de subsistance sont mis en danger.

Table des matières

1. L'eau: un secteur sans responsable clairement identifié
2. Réponses

Près de 1,2 milliards d'êtres humains ne disposent pas d'un accès fiable à l'eau et plus de 2,6 milliards d'individus vivent sans installation d'assainissement.

Les efforts des pays qui tentent de mieux gérer la répartition durable des eaux sur le long terme ont été freinés par le manque de transparence, de responsabilité et de participation dans ce secteur.


9 des 10 marchés les plus importants pour la privatisation de la distribution d'eau et des systèmes d'assainissement sont situés dans des pays où le risque de corruption est élevé.


1. L'eau: un secteur sans responsable clairement identifié

La mauvaise gouvernance et les niveaux élevés de corruption ont contribué à la crise du secteur. Près de 1,2 milliards d'êtres humains ne disposent pas d'un accès fiable à l'eau et plus de 2,6 milliards d'individus vivent sans installation d'assainissement. Des millions d'autres personnes sont contraintes de vivre dans des zones inondables ou régulièrement menacées par la sécheresse et la désertification.

Les réformes visant à remédier à ce problème tendent à être segmentées et inefficaces en raison d'une dispersion des responsabilités dans le secteur de l'eau. Les défis sont accrus par le nombre important de pays qui partagent les mêmes sources d'approvisionnement d'eau. On estime à 2,4 milliards le nombre de personnes (soit 2 individus sur 5 sur la planète) qui vivent dans des bassins hydrauliques internationaux transfrontaliers dont les ressources se partagent entre plusieurs gouvernements.

Les efforts des pays qui tentent de mieux gérer la répartition durable des eaux sur le long terme ont été freinés par le manque de transparence, de responsabilité et de participation dans ce secteur. Ces problèmes se reconnaissent en particulier dans les distorsions qui caractérisent les cadres réglementaires et les contrats dans le secteur.

 **Cadres réglementaires.** Dans un environnement affecté par des niveaux élevés de corruption, les organes régulateurs du secteur risquent d'être confrontés à de nombreuses situations de conflits d'intérêt, particulièrement lorsqu'un département gouvernemental assume le double rôle de régulateur et de fournisseur du service. Les nominations sont motivées par des pratiques de copinage et de faveurs politiques plutôt que basées sur le mérite et l'expérience. De même, les mécanismes encourageant la transparence ou la participation citoyenne peuvent être absents. Bien qu'elles soient particulièrement utiles pour améliorer la circulation de l'information et restaurer la confiance dans les services et l'Etat, des mesures telles que l'accès libre aux décisions relatives à la réglementation, des lignes d'assistance téléphonique gratuite (numéros verts) et des audiences publiques en cas d'infractions ne sont pas prévues dans les cadres réglementaires.

 **Contrats.** Les risques de corruption existent dans l'attribution des contrats pour construire et faire fonctionner les infrastructures hydrauliques municipales, qui, dans les pays riches, représentent chaque année un budget de US \$210 milliards (134 milliards d'euros). (Ces chiffres concernent l'Europe de l'Ouest, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique). Les procédures d'appels d'offres et les critères d'évaluation des performances ne satisfont pas aux exigences de transparence et de surveillance publique requises pour permettre un véritable contrôle citoyen. Par exemple, les noms des entreprises sélectionnées dans le cadre d'appels d'offres ne sont pas rendus publics et les procédures de consultation publique ne font souvent pas partie « des règles du jeu ». Puisque 9 des 10 marchés les plus importants pour la privatisation de la distribution d'eau et des systèmes d'assainissement sont situés dans des pays où le risque de corruption est élevé, il est donc vital et urgent de modifier ces pratiques opaques.

Assurer plus de transparence dans la gouvernance de l'eau n'est cependant pas une fin en soi. L'information du public quant aux procédures d'octroi des contrats doit être utile, facilement compréhensible et accessible dans la ou les langues

locales. Les médias et les organisations de la société civile doivent avoir l'espace et les compétences nécessaires pour pouvoir exercer un suivi des conclusions et questionner les résultats le cas échéant. Sinon, les initiatives visant à rendre les informations publiques ne sont que des réformes de façade qui donnent une impression de transparence mais n'aboutissent pas à une réelle responsabilité ou participation du public, pas plus qu'elles n'assurent l'intégrité du système élaboré.

2. Réponses

Introduire la transparence, la responsabilité et la participation dans la gouvernance de l'eau permettra de renforcer l'intégrité nécessaire pour réduire les risques de corruption élevés dans ce secteur. Les actions en ce domaine doivent privilégier des politiques qui permettent de trouver des solutions à la dispersion des responsabilités entre les agences et les pays. Les initiatives doivent également veiller à ce que la transparence, la responsabilité et la participation ne soient pas perçues comme des concepts abstraits mais comme des principes qui répondent de manière concrète aux demandes quotidiennes du secteur.

Le but de ces interventions devrait être de créer un environnement dans lequel les différents acteurs réalisent que les pratiques de corruption appartiennent au passé. Les réformes devraient assurer les petits exploitants agricoles et les plus démunis qu'ils sont entendus et qu'ils n'ont pas besoin d'avoir recours à la corruption pour obtenir leur part équitable d'eau. Les réformes devraient également assurer les entreprises privées qu'il n'est pas nécessaire de « graisser la patte » des fonctionnaires pour obtenir des contrats dans le secteur de l'eau. Les réformes devraient aussi tranquilliser l'ensemble de l'industrie de l'eau sur le fait que les entreprises concurrentes ne versent pas de pots-de-vin pour contourner la législation environnementale. Enfin, toute modification politique devrait garantir aux pays voisins que les accords sur la répartition des ressources en eaux ne seront pas violés.

Transparency International (TI) recommande que les réponses politiques essentielles privilégient la promotion des principes de transparence, de responsabilité et de participation:

Transparence

- 🌐 Adopter des procédures de contrôle préalable (« due diligence ») qui utilisent des procédures comptables spécifiques avant et après l'attribution de contrats à des entreprises (en renforçant les garanties dans les pays où le risque de corruption est élevé) et établir des procédures de passation des marchés publics qui précisent clairement le cahier des charges, les documents à produire et les critères de sélection.
- 🌐 Travailler avec les infrastructures hydrauliques et les distributeurs d'eau pour mettre en place des programmes de lutte contre la corruption visant à élaborer des directives et des normes comme celles contenues dans les Principes de conduite des affaires contre la corruption de TI.
- 🌐 Faire pression sur les agences internationales pour promouvoir la transparence dans leurs activités. Les agences de crédits à l'exportation qui financent des projets hydrauliques devraient mieux coordonner leurs réglementations en ce qui concerne les contrôles préalables (« due diligence ») et la lutte contre la corruption. Les bailleurs de fonds devraient intégrer des dispositions anti-corruption plus contraignantes à

Corruption dans le secteur de l'eau: Le Rapport mondial sur la corruption

Cette prise de position s'inspire du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Le Rapport mondial sur la corruption 2008 réunit plus de vingt experts et professionnels de renommée internationale qui examinent les risques de corruption dans tous les domaines du secteur de l'eau, y compris la gestion des ressources hydrauliques, l'eau potable, les systèmes d'assainissement, l'irrigation et l'hydroélectricité.

Des études de cas ainsi que des rapports de recherche qui couvrent toutes les régions du monde démontrent que la corruption est à la fois une cause et une conséquence de la crise mondiale de l'eau. Le rapport propose également un large éventail de mesures pratiques pour promouvoir des réformes politiques et l'engagement des acteurs concernés pour combattre la corruption dans le secteur de l'eau.

Pour plus de détails sur le rapport, veuillez consulter: www.transparency.org/publications/gcr.

Pour commander le Rapport 2008 ou celui des années précédentes, rendez vous sur le site de Cambridge University Press : www.cup.cam.ac.uk/.

Cette prise de position de TI fait partie d'une série de documents sur la prévention et les réponses à la corruption dans le secteur de l'eau.

Les trois thèmes abordés dans cette série présentent les différents effets et réponses politiques concernant la corruption dans le secteur de l'eau : le changement climatique et l'environnement ; l'intégrité dans la gouvernance du secteur de l'eau et les coûts de la corruption pour les pauvres. Ces trois prises de position s'inspirent du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Pour plus d'informations sur le rapport 2008, merci de consulter: www.transparency.org/publications/gcr.

Pour plus d'informations sur les efforts mondiaux de lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau, vous pouvez consulter le site suivant: www.waterintegritynetwork.net/.

Pour plus d'information sur ce prise de position, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI: plres@transparency.org

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

leurs programmes dans le secteur de l'eau et publier les informations relatives à leurs projets de manière plus efficace.

- Les critères de performance, d'évaluation et les termes de service pour les distributeurs d'eau devraient être formalisés et accessibles au public. Trop souvent, ce type d'informations concernant les entreprises (publiques ou privées) de distribution d'eau est dissimulé au regard du public.

Responsabilité

- Utiliser des indicateurs de qualité de l'eau et des normes de performance des services publics.
- Fixer des objectifs de performance qui utilisent des normes minimales établies en amont que les entreprises (privées comme publiques) doivent satisfaire.
- Promouvoir la diffusion la plus large des pactes d'intégrité entre les gouvernements et les entreprises contractantes dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et de fourniture de services.
- Intégrer des mécanismes de contrôle et de suivi communautaires. Les audits sociaux constituent d'excellents outils pour vérifier que les fonds promis ont bien été octroyés et utilisés comme prévu.

Participation

- Réaliser une analyse des acteurs concernés et dresser la carte des pratiques de corruption dans le secteur de l'eau pour diagnostiquer les lacunes et suggérer des réformes appropriées. Celles-ci devraient évaluer l'influence, la force et les intérêts des élites en place ainsi que les préférences et les besoins spécifiques des plus démunis et des autres bénéficiaires ciblés.
- Institutionnaliser les processus participatifs comme les réunions publiques du conseil municipal et les conseils communautaires, ainsi que d'autres forums publics, pour garantir que les réformes touchant la gouvernance de l'eau ne nuisent pas aux moyens de subsistance de base des populations.
- Impliquer les populations locales dans la prise de décisions sur les questions relatives à l'accès à l'eau et au service de distribution de l'eau, comme par exemple le choix du lieu de la construction d'un puits communal, le montant du budget alloué au service de distribution et la gestion des systèmes d'irrigation.
- Soutenir une législation vigoureuse en matière de droit à l'information pour clarifier et protéger les droits des plus faibles en matière de ressources hydrauliques.

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile mondiale au premier plan de la lutte contre la corruption. Avec plus de 90 sections dans le monde entier et avec un secrétariat international basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise sur les effets nuisibles de la corruption ; TI collabore avec ses partenaires dans les gouvernements, le secteur privé, et la société civile afin de développer et d'appliquer des mesures efficaces contre la corruption. Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.transparency.org